



Lâ??autoritéÃ© Palestinienne interdit la diffusion de la chaÃ©ne Al Jazeera en Cisjordanie occupÃ©e, sur fond dâ??affrontements Ã JÃ©nine

Description

La dÃ©cision de lâ??autoritéÃ© Palestinienne, mercredi 1er janvier, dâ??interdire la diffusion de la chaÃ©ne Al Jazeera en Cisjordanie occupÃ©e, fait suite Ã la couverture par le mÃ©dia des affrontements qui ont lieu depuis prÃ©s dâ??un mois Ã JÃ©nine, opposant lâ??AP Ã diffÃ©rents groupes, et ayant dÃ©jÃ fait plus dâ??une dizaine de morts.

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 3 janvier 2025



L'Autorité Palestinienne interdit la diffusion de la chaîne Al Jazeera en Cisjordanie occupée

▲ A G E N C E M É D I A ▲ P A L E S T I N E

Les tensions dans le camp de réfugiés de Jénine, si elles s'ancrent dans un contexte plus large et dramatiquement exacerbé par l'escalade de violence qui accompagne la campagne génocidaire d'Israël à Gaza depuis plus de 15 mois, ont abouti le 5 décembre, avec l'arrestation par l'Autorité palestinienne (AP) de deux militants des brigades de Jénine, dans le cadre de la répression menée par l'AP contre ceux qu'elle appelle les « hors-la-loi ».

Lâ??opÃ©ration de lâ??AP, baptisÃ©e Â« Protection de la patrie Â», a Ã©tÃ© prÃ©sentÃ©e comme une mesure nÃ©cessaire pour rÃ©tablir lâ??ordre et protÃ©ger la population de JÃ©nine de ce quâ??elle a dÃ©crit comme un Â« chaos sÃ©curitaire Â». La brigade de JÃ©nine a rÃ©agi en dÃ©clarant que le vÃ©ritable objectif de lâ??AutoritÃ© palestinienne Ã©tait de garantir un Â« JÃ©nine sans rÃ©sistance Â», soulignant que leur lutte Ã©tait uniquement dirigÃ©e contre lâ??occupation israÃ©lienne.

Lâ??opÃ©ration de lâ??AP et les affrontements qui lâ??ont accompagnÃ©e ont fait au moins 11 mortÃ©s dont 6 civilÃ©s. Lâ??autoritÃ© Palestinienne a reconnu sa responsabilitÃ© dans au moins un des dÃ©cÃ©s de civilÃ©s. Le 28 dÃ©cembre, une jeune journaliste palestinienne, Shatha al-Kabbagh, 22 ans, a Ã©tÃ© abattue dâ??une balle dans la tÃªte, apparemment par un tireur des forces de sÃ©curitÃ© de lâ??AutoritÃ© palestinienne dans le camp de rÃ©fugiÃ©s de JÃ©nine.

Les organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme ont signalÃ© la dÃ©tention de plus de 150 Palestiniens, dont des membres de la rÃ©sistance, des Ã©tudiants, des Ã©crivains et des journalistes, beaucoup dâ??entre eux restent emprisonnÃ©s malgrÃ© les dÃ©cisions de justice ordonnant leur libÃ©ration.

La situation de JÃ©nine est loin dâ??Ãªtre un cas isolÃ©. Elle reflÃªte les tensions plus larges et plus anciennes entre lâ??AutoritÃ© palestinienne et les factions de la rÃ©sistance dans lâ??ensemble de la Cisjordanie occupÃ©e, notamment dans le cadre de la coopÃ©ration sÃ©curitaire Ã©tablie entre lâ??AP et IsraÃ©l et rÃ©activÃ©e depuis 2005.

Les affrontements de ce type sont de plus en plus frÃ©quents, en particulier dans les villes du nord de la Cisjordanie comme JÃ©nine et Tulkarem. Ces affrontements coÃ¯ncident souvent avec des raids et des incursions des forces israÃ©liennes et la violence des colons. De nombreux critiques de lâ??AutoritÃ© Palestinienne lâ??accusent de coÃ¯ncider, au mieux, avec lâ??agenda israÃ©lien de rÃ©pression des mouvements de contestation de lâ??occupation.

Lâ??autoritÃ© Palestinienne interdit la diffusion de la chaÃ®ne Al Jazeera

Câ??est dans ce contexte que des policiers de lâ??AutoritÃ© palestinienne ont fait une descente mercredi 1er janvier dans les bureaux de la chaine dâ??information en continu Al Jazeera Ã Ramallah pour ordonner la suspension de ses activitÃ©s. Une dÃ©cision justifiÃ©e par des accusations de Â« dÃ©sinformation Â» et Â« dâ??incitation Ã la sÃ©dition Â» dans la couverture par le mÃ©dia des affrontements qui ont lieu Ã JÃ©nine depuis un mois. Câ??est en effet suite Ã la diffusion de plusieurs sujets sur ces combats meurtriers entre Palestiniens que la dÃ©cision de suspendre Al Jazeera a Ã©tÃ© prise.

«Le comité ministériel composé des ministres de la Culture, de l'Intérieur et des Communications, a décidé de suspendre la diffusion et de geler toutes les activités de la chaîne Al Jazeera et de son bureau en Palestine, ainsi que de suspendre temporairement le travail de tous les journalistes, employés, équipes et chaînes affiliées jusqu'à ce que son statut juridique soit rectifié», rapporte l'agence de presse palestinienne Wafa.

Cette décision s'aligne sur une campagne d'interdiction du média international Al Jazeera menée par Israël depuis des années et en particulier depuis le début de sa campagne génocidaire à Gaza. Le média est interdit de diffusion en Israël, et ses locaux israéliens ont été fermés de force en mai dernier. De nombreuses organisations de défense de la liberté de la presse et des droits humains avaient protesté contre cette interdiction, Al-Jazeera étant un des rares médias internationaux à couvrir la situation à Gaza en direct et en continu. De nombreux journalistes de la chaîne y ont été menacés, arrêtés, blessés et parfois assassinés.

L'alignement de l'Autorité Palestinienne sur cette interdiction ravive encore des tensions et est considéré par une partie des Palestiniens comme une volonté de masquer la réalité.

Le syndicat des journalistes palestiniens (PJS) a demandé dans un communiqué au ministre composé d'annuler sa décision de suspendre temporairement les activités d'Al Jazeera en Palestine et de rencontrer le syndicat pour examiner sa position, qui souligne la nécessité de protéger les libertés journalistiques et publiques conformément à la loi. Le communiqué ajoute qu'Al Jazeera doit se conformer à la loi palestinienne et appelle à ajuster sa politique éditoriale et mettre fin à toute pratique susceptible de nuire à l'unité palestinienne, à la paix civile et à l'harmonie sociale. <https://www.pjs.ps/en/page-3264.html>

Dans un communiqué jeudi, Al Jazeera Media Network a déclaré que le fait d'empêcher ses journalistes d'exercer leurs fonctions est « une tentative de cacher la vérité sur les événements dans les territoires occupés, en particulier sur ce qui se passe à Jérusalem et dans ses camps ». Le média s'est dit « choqué par cette décision, qui intervient alors que la guerre contre la bande de Gaza se poursuit et que les forces d'occupation israéliennes prennent systématiquement pour cible et tuent des journalistes palestiniens ». Elle a déclaré qu'elle tenait l'Autorité palestinienne « pleinement responsable de la sécurité de tous ses employés en Cisjordanie occupée ».

Jeudi 2 janvier, le haut commissaire des droits humains de l'ONU a demandé l'annulation de cette décision, affirmant sur X : « Nous sommes profondément préoccupés » et « nous demandons instamment à l'Autorité palestinienne de faire marche arrière et de respecter ses obligations en matière de droit international ».



Un couple deuil embrasse le corps de la journaliste palestinienne Shatha Sabbagh, dont la famille affirme qu'elle a été abattue par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne dans le camp de réfugiés de Jérusalem le 29 décembre 2024 [Raneen Sawafta/Reuters]

date créée
2025/01/03